



# Au Sénat, la mobilisation de l'UMP en décélération

De plus en plus de sénateurs de droite désertent l'hémicycle... Résultat : des « erreurs » de vote aboutissent au rejet d'articles et mettent le gouvernement dans l'embarras.

**M**ême si les conditions pour un débat serein ne sont plus remplies depuis longtemps au Sénat, le gouvernement continue de feindre de ne pas l'entendre et redouble de pression pour aller au bout de l'adoption de la réforme. L'objectif pour les ministres et Nicolas Sarkozy reste d'arracher un feu vert de la Haute Assemblée, mercredi, au lendemain de la nouvelle journée d'action décidée par l'intersyndicale. Et d'obtenir un vote définitif du Parlement d'ici à la fin du mois.

Car le gouvernement veut en finir d'autant plus vite que la démobilisation gagne son camp et non celui du mouvement social, comme il tente de le faire croire. De plus en plus de sénateurs UMP désertent l'hémicycle et obligent la présidence du Sénat à user des ressources du règlement pour garder la maîtrise des opérations et empêcher la gauche, de plus en plus souvent majoritaire en séance, de rejeter les articles. Parmi les artifices utilisés, celui dit du « scrutin public », qui permet à un seul sénateur de voter pour tout son groupe. Un exercice qui demeure aléatoire, comme le montrent les « erreurs » de sénateurs se trompant de bulletin... et qui ont entraîné

**Samedi, alors que les manifestants défilaient, la bataille faisait rage au Sénat.**

le rejet de l'article 4 sur l'allongement de la durée de cotisation ou encore l'abrogation du report de l'âge de la retraite des infirmières! « *La fatigue aidant, notre sénateur (Adrien Giraud - NDLR) s'est trompé. Nous voulions voter pour l'article 4* », s'est désolé le groupe centriste, qui rejette la faute sur « l'obstruction » des communistes. Au groupe CRC-SPG, on rit de ces péripéties: « *Nous préférons voir dans le vote de M. Giraud l'expression de son subconscient* », ironise Guy Fischer. « *Relever de deux ans la durée de cotisation, c'est interdire aux jeunes de prendre leur retraite à 60 ans* », a objecté de son côté Marie-France Beaufils (PCF).



AFP/Jacques Lemaître

Le « scrutin public », permet à un seul sénateur de voter pour tout son groupe.

Auparavant, un article portant sur la retraite des militaires avait été rejeté par la gauche en supériorité numérique. À ce rythme, ces « incidents » n'en sont plus et contribuent à décrédibiliser un peu plus le gouvernement, acculé à demander au Sénat de revoter les articles en fin de discussion. « Vous voudriez faire croire que tout est plié. Pour notre part, nous sommes convaincus que tout reste possible; et si vous demandez en fin de discussion de ce texte une deuxième délibération sur l'article 4, c'est qu'il sera possible de voter à nouveau sur l'ensemble des articles de votre projet de loi, y compris sur le passage à 62 ans et à 67 ans », a observé Guy Fischer. « Pour une réforme qui serait LA réforme du président de la République, votre mobilisation est extrêmement médiocre », a raillé de son côté Jean Mahéas (PS).

Samedi, alors que les manifestants défilaient, la bataille faisait rage au Sénat sur la pénibilité et sur le devenir de la médecine du travail. Marie-Agnès Labarre (Parti de gauche) a dénoncé la volonté du gouvernement de « faire entrer par la fenêtre son projet de démantèlement de la médecine du travail », dont l'indépendance vis-à-vis des employeurs est remise en cause. Quant à la pénibilité du travail, celle-ci est sciemment

confondue avec le handicap dans le texte. Deux conceptions s'opposent alors: celle qui consiste à s'en remettre à « des facteurs objectifs qui ouvrent des droits » collectifs, comme le défend la gauche,

ou celle du gouvernement qui individualise ces droits en contraignant le travailleur à « prouver devant le médecin qu'il est à bout de force », a accusé Jean-Pierre Sueur (PS).

**SÉBASTIEN CRÉPEL**



Patrick Nussbaum

## EN DIRECT DU SÉNAT

**GUY FISCHER,**  
VICE-PRÉSIDENT (PCF) DU SÉNAT.

**« Ils sont dans une impasse... »**

« La bataille menée par la gauche, et particulièrement par le groupe communiste et du Parti de gauche, est en phase avec les exigences du mouvement social. On ne veut rien céder. Nous avons encore plus de 500 amendements. Nous avons l'intention d'aller jusqu'au bout. Ce qui fait que la majorité de droite est placée devant un dilemme : elle a annoncé que le vote solennel du texte aurait lieu mercredi. C'est largement anticipé car cela ne tient pas compte de la réalité du débat. Celui-ci pourrait se poursuivre au-delà, peut-être une quatrième semaine, pour permettre l'examen de tous nos amendements. Toute la journée de samedi et jusqu'à tard dans la nuit de dimanche, nous avons siégé en menant la bataille, notamment contre le démantèlement de la médecine du travail que le pouvoir veut mettre sous la tutelle des patrons. Plusieurs fois, étant plus présents que les sénateurs de droite, nous étions majoritaires dans l'hémicycle. Pour éviter d'être battue, la droite a utilisé le "scrutin public", celui qui permet à un seul sénateur de voter pour tout son groupe. Ils l'ont fait dix-sept fois, ce week-end. En quinze ans de Sénat, je n'avais jamais vu ça. Ce qui témoigne, d'une certaine manière, qu'ils sont dans une impasse. »

**PROPOS RECUEILLIS PAR MAX STAAT**